

Université Claude Bernard Lyon 1
Pôle Finances, Achats, Pilotage - Direction
des Achats

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE TRAVAUX

Aménagement intérieur du bâtiment C de l'IUT Site Gratte-Ciel

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°











22022TMS304TRA

SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	13
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	20
8. LITIGE ET SANCTIONS	22
9. FIN DU CONTRAT	25

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Aménagement intérieur du bâtiment C de l'IUT Site Gratte-Ciel
	Acheteur	Université Claude Bernard Lyon 1
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	8 lots
	Lieu d'exécution	17, rue de France - 69100 Villeurbanne
	Délai	Délai global de 9 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Travaux du 30 mars 2021 Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Aménagement intérieur du bâtiment C de l'IUT Site Gratte-Ciel

Réaménagement des niveaux RDC (hors bibliothèque) et R+4 (hors sanitaires) du bâtiment C de l'IUT
Les prestations de travaux relèvent de la Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **17, rue de France - 69100 Villeurbanne**.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévaudront en cas de contradiction entre elles, les unes par rapport aux autres, dans l'ordre d'énumération dans lequel elles sont présentées par le présent document :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- le CCTP et ses annexes éventuelles ;
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- Le rapport initial de contrôle technique ;
- Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de Sécurité et Protection de la Santé ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux – Edition du 1er avril 2021 ;
- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux de bâtiment passés au nom de l'Etat, Collectivités Locales et autres Maître d'Ouvrage publics ;
- Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ;
- Les normes homologuées ;
- L'offre technique du titulaire ;

- Les actes spéciaux de sous-traitances et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition du prix global et forfaitaire (il est rappelé que les quantités indiquées dans la DPGF ne sont pas contractuelles) ;
- Réponses éventuelles aux questions posées pendant la consultation ;

Toute clause portée dans les documentations et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du ou des titulaires sont concernées par cette disposition. Ces dernières ne sont pas applicables au présent marché.

■ Pièces non-contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- La charte des achats responsables ;
- La charte de la diversité.

2.2. Intervenants

■ Maître d'ouvrage :

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Université Claude Bernard Lyon 1, représenté par le service Travaux Ingénierie Maintenance de l'IUT, qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Adresse et coordonnées :

IUT Site de la Doua
Chargé d'opération : Xavier MARIMOUTOU
1, rue de la Technologie
69622 Villeurbanne Cedex

■ Maître d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SUPERMIXX
12 rue Royale
69001 LYON

Téléphone : 04 78 45 76 23
Courriel : architectes@supermixx.fr

Le maître d'œuvre assure les missions suivantes :

Missions	Descriptif
AVP	Elaborer l'avant-projet •—
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement
OPC	Ordonnancement, Pilotage, Coordination. CSSI - Coordination SSI.
CSSI	Coordination SSI

■ Mission OPC :

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est assurée par la Maîtrise d'œuvre

■ **Contrôle technique :**

Le contrôle technique est effectué par :

BTP CONSULTANTS

Immeuble de la Gare
1, Place de Gaulle
78067 SAINT-QUENTIN-en-YVELINES CEDEX

Téléphone : 04 37 49 64 60
Courriel : adm.dirce@btp-consultants.fr

Les missions suivantes lui sont confiées :

Missions principales	Descriptif
L	Portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables.
LE	Mission LE relative à la solidité des existants.
S	Portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions y compris la vérification initiale des installations électriques en application des dispositions du code du travail.
SEI	Relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH
HAND	Relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
AV	Relative à la stabilité des avoisinants
CO	Relative à la coordination
ENV	Relative à l'environnement
F	Relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment hors activités économiques : <ul style="list-style-type: none">• Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement ;• Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique ;• Installations électrique intérieures (courants forts) ;• Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;• Protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations.
GTB	Relative à la gestion technique du bâtiment
HYSa	Relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation
PHa	Relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
PHe	Relative à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement
PV	Relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
TH	Relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie dans des bâtiments

Missions complémentaires	Descriptif
ATT HAND	Relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux.
VIEL	Relative à la vérification initiale des installations électrique au titre du code du travail.
CONSUEL	Relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

■ **Coordination Sécurité Protection de la santé :**

Une Coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993).

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à :

ELYFEC

29, Rue Condorcet

38090 VAULX-MILIEU

Téléphone : 04 74 82 89 89

Courriel : vaudozet@gmail.com

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants mentionnés au présent contrat est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité, au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **travaux**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations sont décomposées comme suit en **8 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

Objet
Lot n°1 : Désamiantage : <i>Désamiantage des zones impactées par les travaux</i> <i>Le lot n°1 n'est pas compris dans le présent contrat. – L'université passera commande directement auprès du titulaire de l'accord-cadre à bon de commande</i>
Lot n°2 : Démolition - Curage : <i>Démolitions des parois intérieures pour s'adapter au futur aménagement. Dépose de plafonds, carrelage, blocs portes.</i>
Lot n°3 : Menuiserie intérieure : <i>Mise en place de nouvelle menuiserie dans le nouvel aménagement et du nouveau mobilier.</i>
Lot n°4 : Cloisons - Plafonds - Peinture - Carrelage : <i>La réalisation du nouveau cloisonnement et des divers aménagements intérieurs tels que les plafonds, les sols souples, les peintures etc.</i>
Lot n°5 : Sol souple : <i>La réalisation du nouveau cloisonnement et des divers aménagements intérieurs tels que les plafonds, les sols souples, les peintures etc.</i>
Lot n°6 : CVC - Plomberie : <i>La redistribution des réseaux de chauffage-ventilation.</i>
Lot n°7 : Electricité : <i>La redistribution des réseaux électriques.</i>
Lot n°8 : Ascenseur : <i>Remplacement de l'ascenseur existant.</i>

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

Le contrat est conclu pour une durée globale de **9 mois** à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le délai global d'exécution fixé par le marché s'applique à l'achèvement de tous les travaux prévus incombant au titulaire y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Il comprend toutes les sujétions y compris les éventuelles intempéries prévisibles ainsi que les périodes de congés payés.

La lettre de notification du marché détermine si le délai part de la date de conclusion du marché ou de l'ordre de service de commencer les travaux.

■ **Période de préparation :**

Le contrat prévoit une période de préparation de **2 mois** à compter d'un ordre de service. Ce délai est inclus dans le délai d'exécution.

■ **Calendrier détaillé d'exécution :**

a) Un calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) après consultation des titulaires des différents lots.

Ce calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives des titulaires sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le responsable de la mission OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 10.1. ci-après.

b) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant

c) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots.

d) Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

■ **Prolongation du délai d'exécution :**

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG Travaux, toute prolongation des délais d'exécution fait l'objet d'un avenant du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire.

Les autres stipulations de l'article 18 s'appliquent.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ **Contenu des prix :**

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat :**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable

■ **Répartition des dépenses communes de chantier :**

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par les prix du contrat avec le titulaire du lot indiqué :

Dépenses	Lot titulaire
Etablissement des clôtures et des panneaux de chantier	Lot n°2
Mise en place des clôtures et panneaux de chantier	Lot n°2
Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoire, infirmerie) en fonction de la réglementation et de l'effectif du personnel TCE	Lot n°2
Installation d'éclairage du chantier et de signalisation	Lot n°2
Installation du téléphone et bureau de chantier	Lot n° 2
Branchements provisoires d'eau	Lot n° 2
Branchements provisoires d'électricité	Lot n° 2

Chaque titulaire a la charge :

- De laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- De l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur titulaire du lot n° ... ;
- Du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé ;
- De la gestion matérielle de ses propres déchets de chantier : tri, collecte, transport, stockage, évacuation, remise au maître d'ouvrage des constats d'évacuation des déchets.

Les dépenses diverses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire :

- Consommation d'eau, d'électricité, de téléphone et photocopieur ;
- Chauffage des locaux ;
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de répartition et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, lorsque l'auteur n'est pas déterminé.

Toutefois, les fournitures et matériels présentant un caractère particulièrement onéreux demeurent jusqu'à la réception aux risques exclusifs du titulaire chargé de leur mise en œuvre.

Le titulaire du lot n° 2 – démolition curage - procède au règlement des dépenses visées ci-dessus, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition des dépenses, à proportion des montants finaux des contrats.

Le maître d'œuvre joue un rôle de conciliateur en cas de différend.

Le règlement du solde du marché est conditionné par le versement par le titulaire du marché, des sommes dues par lui au titre du compte prorata. A ce titre, il fournira un quitus au maître d'ouvrage.

■ Variation des prix :

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations suivantes.

1) Type de variation des prix

Prix révisables : Les prix sont révisables suivant les modalités fixées ci-après.

2) Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé à l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois M0.

3) Choix des index de références

L'Index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est le suivant :

Lot	Libellé	Index
01	Désamiantage	BT01
02	Démolition - Curage	BT01
03	Menuiserie intérieure	BT18a
04	Cloisons/Plafonds/Peinture/Carrelage	55% BT08 35% BT46 10% BT09
05	Sol souple	BT10
06	CVC - Plomberie	BT38
07	Electricité	BT47
08	Ascenseur	BT10

4) Modalités de variation des prix

La révision des prix sera calculée uniquement sur la base des indices définitifs.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution des travaux est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85(I_n - I_0 / I_0 - I_3)$$

Dans laquelle I_n et I_0 sont les valeurs prises par l'Index du marché respectivement au mois m_0-3 et au mois $n-3$ d'exécution des travaux.

Pour la mise en œuvre de cette formule, en application de l'article 10.5 du C.C.A.G, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués au millième supérieur.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en hors taxe.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de

l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 20% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance n'est pas révisable. Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations. Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ Retenue de garantie :

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Le taux de la retenue de garantie passe à 3,0% si le fournisseur est une PME. Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées et non levées par l'acheteur.

Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acomptes (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

■ Présentation des demandes de paiement :

Les modalités de présentations des demandes de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Les demandes de paiement devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande SIFAC à indiquer impérativement ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-Travaux ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;

- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les autoentrepreneurs relevant du régime fiscal de la microentreprise).

Les factures des opérations de travaux nécessitant un traitement particulier, il est demandé au titulaire ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants éventuels de transmettre leurs factures par mail au maître d'œuvre et non pas sur CHORUS PRO comme l'impose la réglementation.

Dès que l'Université sera en mesure de traiter les situations des opérations de travaux (notes d'honoraires des prestataires intellectuels et situations de travaux) selon la réglementation en vigueur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels utiliseront la plateforme CHORUS PRO.

Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures devront être libellé à l'adresse suivante :

Université Claude Bernard Lyon 1
Agence Comptable
43, bd du 11 novembre 1918
69622 VILLEURBANNE CEDEX

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 10.7.1 du CCAG Travaux, en cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Modalités de règlement :**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte.

■ **Vérification des projets de décomptes :**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 12 du CCAG Travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis. Le maître d'œuvre détermine dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG Travaux le montant de l'acompte à régler. Il transmet au maître d'ouvrage l'état d'acompte qu'il notifie au titulaire du marché de travaux.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

■ **Décompte final :**

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de :

- La date de notification de la décision de réception des travaux, si la réception n'est pas assortie de réserves,
- La date de notification de la décision de levée de l'ensemble des réserves, lorsque la réception a été prononcée avec et/ ou sous réserves, que ces réserves relèvent de l'article 41.4, 41.5 ou 41.6 du CCAG Travaux.

■ Notification du décompte général définitif (DGD) :

En application de l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- Trente jours à compter de la réception par le maître d'oeuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- Trente jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'oeuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- Du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 ;
- Du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- Du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, dans un délai de trente jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3.

Si, dans ce délai de trente jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Installation de chantier :

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

■ **Interruption pour intempéries :**

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les documents particuliers du marché.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, si les documents particuliers du marché prévoient la prolongation du délai d'exécution en fonction de critères qu'il définit, cette prolongation de délai est notifiée au titulaire en récapitulant les constatations faites.

■ **Lieux de dépôt des déblais :**

Sans objet.

■ **Ordres de service :**

Conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception.

Les ordres de service qui ont un impact sur les délais, durées ou montants du contrat font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

■ **Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général :**

Sans objet.

■ **Plans d'exécution - Notes de Calcul - Etudes de détail :**

1) Documents nécessaires à la réalisation des ouvrages

Le titulaire établit d'après les pièces contractuelles les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages.

A cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance s'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis par le Maître de l'Ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit au Maître d'œuvre.

2) Approbation du maître d'œuvre

Les plans, notes de calcul, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire sont soumis à l'approbation du Maître d'œuvre, celui-ci pouvant également demander la présentation des avant métrés.

Pour information, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 7 jours pour viser les documents d'exécution.

L'Entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du Maître d'œuvre sur les documents nécessaires à cette exécution.

■ **Provenance des matériaux et produits :**

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

■ **Registre du chantier :**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il n'est pas établi de registre de chantier.

■ **Réduction des nuisances :**

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

■ **Suivi de chantier :**

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent le titulaire, le maître d'œuvre, le représentant du maître d'ouvrage et, le cas échéant, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS. Ces réunions sont fixées de manière hebdomadaire à compter de la notification du contrat.

Le compte-rendu est rédigé par l'OPC.

Ces réunions et le compte-rendu ont pour vocation d'assurer la bonne exécution des travaux en réglant des difficultés administratives, matérielles et techniques.

Le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage se réservent le droit de procéder à des visites imprévisibles en dehors des visites périodiques.

6.2. Vérification des prestations

■ **Essais et contrôles des ouvrages :**

Le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge de l'acheteur.

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Vérification des matériaux et produits :**

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux. Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

6.3. Développement durable

■ **Clauses environnementales :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement à la fois en tant que conditions d'exécution des prestations décrites ci-après et dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

■ **Conditions d'exécution à caractère social :**

Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 20 du CCAG portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants.

En application de l'article 12-2 du Code de la Commande Publique du 1er Avril 2019, l'Université Claude Bernard Lyon 1 fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

Critère d'éligibilité :

Dans le cadre cette opération, l'Université Claude Bernard Lyon 1, s'est engagé à favoriser l'accès à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles spécifiques d'accès à l'emploi, ci-dessous :

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit à France Travail ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois ;
- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrit à France Travail ;
- Bénéficiaire de minimas sociaux ;
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail ;
- Bénéficiaire d'un Pass IAE ;
- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ;
- Jeune de -26 ans qualifiés (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Participant au dispositif Itinéraire Emploi Renforcé ;
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte du maître d'ouvrage, en amont de tout contrat de travail à l'aide de la fiche de validation transmis par l'AMOI.

Durée d'éligibilité :

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

Incitation à l'emploi durable en CDI : une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois en cas d'embauche en CDI par une entreprise, dans la limite d'un plafond de 3640 heures d'insertion.

La notion de parcours étant particulièrement importante pour les Maîtres d'Ouvrages du territoire, cette valorisation exceptionnelle jusqu'à 36 mois peut également être accordée par l'AMO Insertion afin, par exemple, de permettre à la personne bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle.

Principe de mutualisation :

Afin de favoriser la construction de parcours longs, qualifiants et menant à l'emploi durable, les Maîtres d'Ouvrages du territoire valident un principe de mutualisation des heures d'insertion.

Ainsi, un candidat embauché par une entreprise dans le cadre d'une clause sociale, pourra être valorisé lors de son intervention sur un autre marché de la même entreprise, même si l'embauche n'est pas postérieure à la notification du marché.

Dans tous les cas, la 1ère embauche effectuée dans le cadre d'une mutualisation devra se faire post-notification d'un marché comportant une clause sociale.

La valorisation d'heures dans le cadre de la mutualisation devra être actée après validation de l'éligibilité du candidat, à chaque étape de la mutualisation.

Mise en œuvre de l'action d'insertion :

Cela consiste, pour les titulaires à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum défini ci-dessous :

N°	Libellé du lot	Volume d'heures d'insertion minimum
3	Menuiserie intérieure	180
4	Cloisons/Plafonds/Peinture/Carrelage	140
7	Electricité	150

Le titulaire désignera son propre correspondant insertion.

Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

Dans le cadre de la réalisation des engagements insertion par l'entreprise, trois modalités de mise en œuvre sont possibles pour les entreprises.

- **1ère modalité : l'embauche directe** par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire à l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

- **2ème modalité : la mise à disposition de personnel** par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance** avec une Entreprise d'Insertion, Régie de Quartier et Atelier Chantier d'Insertion (sous conventionnement avec l'Etat), une Entreprise Adaptée ou Etablissement et Services d'Aide par le Travail. Le titulaire peut sous-traiter en totalité la part de travail réservée à l'action d'insertion au profit d'une Structure d'Insertion par l'Activité Economique. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion pour, l'Université Claude Bernard Lyon 1 :

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par l'Université Claude Bernard Lyon 1 est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

Coordonnée de l'AMOI :

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'e)
24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon
Laurie POENSIN-CAILLAT
Facilitatrice Clauses Sociales
Tél : 07 66 21 57 33
Mél : lpoensin@lyonmetropole-mmie.fr

Ou

Amel BENAICHA
Tel : 07 66 44 39 84
Mel: abenaicha@lyonmetropole-mmie.fr

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion. Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.
- Accompagner les entreprises dans la réalisation de son engagement d'insertion.

Suivi et évaluation de la clause sociale

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Le maître d'ouvrage procède, en collaboration avec la MMIE, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire produit et transmet à la MMIE, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Les documents à transmettre au facilitateur sont :

- Le contrat de travail/attestations employeur (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles).
- Les fiches de paie.
- Le relevé d'heures transmis par la MMI'e.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue au présent CCAP.

L'AMOI informe régulièrement, l'Université Claude Bernard Lyon 1 de l'état de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI et du, l'Université Claude Bernard Lyon 1.

Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel :

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article X – Condition d'exécution à caractère social du CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'e) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données de la MMI'e (dpd@lyonmetropole-mmie.fr)
- De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG. Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix dans les conditions suivantes : En cas de pandémie ou de constatation d'une forte évolution des prix des matières premières impactant directement l'exécution du présent marché, les parties conviennent de réviser les prix en complément des stipulations de l'article 5.1 « Variation des prix » au présent CCAP. S'il y a un retour à une situation normale, alors le titulaire devra procéder à une nouvelle révision des prix. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et

apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

■ Prestations similaires :

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations objet de la présente consultation pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

Le titulaire souscrit également l'assurance décennale visée à l'article L. 241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L.241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Conformément à l'article 8.1.3 du CCAG, l'attestation d'assurance doit être fournie au plus tard 15 jours après la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution des prestations.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Dégradations causées aux voies publiques :

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire.

■ **Obligation de vigilance :**

Les pièces requises dans le cadre de l'obligation de vigilance (justification d'immatriculation, attestation sociale de vigilance URSSAF, liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail notamment) sont rendues accessibles par le titulaire sur la plateforme en ligne e-attestations.com, mise à disposition gratuitement.

■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

■ Généralités :

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître d'œuvre du retard par rapport :

- aux délais d'exécution ;
- aux dates d'exécution relatives à des tâches ponctuelles d'études ou d'exécution ;
- aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- aux dates et heures de rendez-vous de chantier.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer le préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par l'entreprise dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Par conséquent, elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat ou de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités.

Dans le cas de titulaires groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le Maître d'œuvre.

L'application des retenues ou pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels de l'entreprise.

■ Retenues provisoires et pénalités pour retard dans l'exécution des travaux et la levée des réserves.

En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, des retenues intermédiaires seront appliquées.

Sur le délai contractuel de chaque entreprise, tel qu'il est indiqué au calendrier d'exécution, par jour de retard, par rapport au montant HT du marché augmenté éventuellement des avenants, l'entreprise subira les pénalités et retenues suivantes, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT du marché R : nombre de jours calendaires de retard</p>

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

Toutefois, en application de l'article 19.2.5 du CCAG travaux, si des retenues provisoires ont été appliquées pour retard sur un délai partiel prévu au marché et si le délai global est respecté, le montant des pénalités provisoires appliquées sera remboursé, à la condition toutefois que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

■ Autres pénalités en cours d'exécution des travaux :

Des pénalités seront appliquées pour non remise des documents ci-dessous. Ces pénalités s'appliqueront par déduction sur l'acompte du mois correspondant à la date de remise contractuelle des documents.

Objet de la pénalité	Fait générateur	Montant de la pénalité
Retard dans la remise des documents en cours de chantier : Non-remise par le titulaire des documents d'exécution (plans, notices, notes de calculs, fiches techniques, fiches d'essai COPREC), devis de travaux modificatifs, fournitures des échantillons et des prototypes et tous les éléments demandés par la société chargée de l'O.P.C. ou le Maître d'œuvre	Date d'envoi de la demande formulée par écrit (y compris par courriel), ou date de remise du document demandée dans le compte-rendu de chantier.	150 € TTC Cent cinquante euros toutes taxes comprises par jour calendaire de retard et par document ou objet non remis
Retard dans la présentation des documents demandés par le coordonnateur SPS	Date d'envoi de la demande formulée par écrit (y compris par courriel), ou date de remise consignée sur le compte-rendu de chantier.	150 € TTC Cent cinquante euros toutes taxes comprises par jour calendaire de retard
Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité, et à la signalisation de chantier. Remarque : en cas de manquement grave, le titulaire pourra se voir contraint d'interrompre immédiatement les travaux jusqu'à ce que le manquement soit résolu, sans que cela ouvre le droit à une quelconque prolongation des délais d'exécution.	Date d'envoi du constat écrit du non-respect (y compris par courriel ou par inscription au compte-rendu de chantier).	150 € TTC Cent cinquante euros toutes taxes comprises par jour calendaire et par infraction
Non déclaration des sous-traitants sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS. Remarque : le sous-traitant non déclaré pourra par ailleurs se voir interdire l'accès au chantier sans que cela ouvre le droit pour le titulaire à une quelconque prolongation des délais d'exécution.	Date d'envoi du constat de présence du sous-traitant non déclaré par écrit (y compris par courriel ou par inscription au compte-rendu de chantier).	150 € TTC Cent cinquante euros toutes taxes comprises par jour calendaire de retard à compter du délai de mise en demeure
Non-respect par le titulaire des prescriptions du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre en ce	Date d'envoi du constat de présence du sous-traitant non déclaré par écrit (y	150 € TTC

Objet de la pénalité	Fait générateur	Montant de la pénalité
qui concerne le maintien en bon état de propreté et le nettoyage du chantier A défaut d'intervention sous une semaine, le Maître de l'Ouvrage fera, sans mise en demeure préalable, procéder au nettoyage du chantier au frais des titulaires responsables ou au prorata des titulaires ayant des travaux en cours, dans le cas où les titulaires responsables n'auraient pas été identifiés.	compris par courriel ou par inscription au compte-rendu de chantier).	Cent cinquante euros toutes taxes comprises par jour calendaire et par infraction
Retard aux réunions de chantier supérieur à 1/2h	Sur la base du décompte des retards consigné par le MOE ou l'OPC dans les comptes-rendus de chantier.	75 € TTC Soixante-quinze euros toutes taxes comprises par retard
Absence aux réunions de chantier, non justifiée	Sur la base du décompte d'absence consigné par le MOE ou l'OPC dans les comptes-rendus de chantier.	150 € TTC Cent cinquante euros toutes taxes comprises par absence
Stationnement de véhicule ou stockage de matériel en dehors des zones prévues à cet effet. Remarque : cette pénalité ne fait pas obstacle aux éventuelles contraventions encourues dans le cadre de l'application du code de la route.	Date d'envoi du constat de la présence du véhicule ou du matériel par écrit (y compris par courriel ou par inscription au compte-rendu de chantier).	150 € TTC Cent cinquante euros toutes taxes comprises par jour calendaire et par infraction

■ Pénalité relative au retard dans la remise des documents fournis après exécution :

Les plans et autres documents à fournir par le titulaire après exécution, conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG Travaux doivent être remis au Maître d'œuvre, au plus tard à la date prévue pour la visite de réception.

En application de l'article 19.3 du CCAG Travaux, en cas de retard du titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution, dans les conditions précisées à l'article 40, le maître d'ouvrage met en œuvre une pénalité forfaitaire ou une retenue égale à **150 € TTC (cent cinquante euros toutes taxes comprises)**.

Conformément à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, la pénalité forfaitaire est appliquée après mise en demeure du titulaire, restée sans effet.

■ Pénalité relative au repliement du chantier et remise en état des lieux :

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant : A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 150,00 € TTC (cent cinquante euros toutes taxes comprises).

■ Pénalités pour non- respect des engagements d'insertion :

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 35€ HT par heure d'insertion non réalisée. Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.

8.2. Autres stipulations

■ Les voies et délais de recours :

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n°358994 ; Tarn et Garonne, dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex
Téléphone : 04 87 63 50 00
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 87 63 52 50
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

■ Règlement des différends :

En cas de différends, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est :

Organe chargé des procédures de médiation (recours gracieux) Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de LYON
1 Boulevard Vivier Merle
69443 Lyon Cedex 03
Courriel : ara.ccira@dreets.gouv.fr

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

9. FIN DU CONTRAT

■ Documents fournis après exécution des travaux :

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DOE contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, les constats d'évacuation des déchets,

Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Ces documents sont remis de la manière suivante : 1 exemplaire papier + 1 exemplaire électronique.

■ **Repliement du chantier et remise en état des lieux :**

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

■ **Réception des travaux :**

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations des lots prévus au contrat. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Garantie :**

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux d'une durée de 12 Mois.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état. Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG, cette prolongation est automatique sans décision préalable du maître d'ouvrage.

Liste des dérogations au CCAG Travaux :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux

La rubrique *Prolongation du délai d'exécution* de l'article 4 déroge à l'article 18.2.1 du CCAG Travaux

La rubrique *Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat* de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux

La rubrique *Décompte final* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux

La rubrique *Notification du décompte général et définitif* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux

La rubrique *Registre du chantier* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 28.5 du CCAG Travaux

La rubrique *Dégradations causées aux voies publiques* de l'article 7 du contrat déroge à l'article 34.1 du CCAG Travaux

La rubrique *Généralités* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux

La rubrique *Retenues provisoires et pénalités pour retard dans l'exécution des travaux et la levée des réserves pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux

La rubrique *Réception des travaux* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 41.1 du CCAG Travaux

La rubrique *Régime de la garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 44.2 du CCAG Travaux



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)